



Education Statistics  
**Bulletin**

Education, Culture and Tourism Division

Des statistiques de l'éducation  
**Bulletin**

Division de l'éducation, de la culture et du tourisme

LIBRARY  
BIBLIOTHÈQUE

Price: Canada: \$4.90 per issue, \$49.00 annually  
United States: US\$5.90 per issue, US\$59.00 annually  
Other Countries: US\$6.90 per issue, US\$69.00 annually

Prix: Canada: 4,90 \$ l'exemplaire, 49 \$ par année  
États-Unis: 5,90 \$ US l'exemplaire, 59 \$ US par année  
Autres pays: 6,90 \$ US l'exemplaire, 69 \$ US par année

Vol. 16, No. 3 (Last issue)

Vol. 16, n° 3 (Dernier numéro)

**Federal Government Expenditures<sup>1</sup> in Support of Education and Training, 1983-84 to 1992-93\***

**Dépenses du gouvernement fédéral<sup>1</sup> au titre de l'éducation et de la formation, 1983-84 à 1992-93\***

**Highlights**

**Faits saillants**

- According to the most recent estimates, federal spending in support of education reached \$8.5 billion in 1992-93. Compared with the previous year, this represents an increase of 6.6%, while overall federal government spending<sup>2</sup> (excluding debt charges) rose 3.0%.

- Selon les dernières estimations pour 1992-93, les dépenses du gouvernement fédéral en matière d'éducation se sont élevées à 8,5 milliards de dollars. Comparativement à l'année précédente, ceci représente une augmentation de 6,6% alors que pendant ce temps, l'ensemble des dépenses<sup>2</sup> du gouvernement fédéral (excluant les frais de la dette publique) ont crû de 3,0%.

<sup>1</sup> Data obtained from the various departments and agencies represent actual expenditures from 1983-84 to 1990-91, budgeted amounts for 1991-92, and estimates or forecasts for 1992-93.

Les données qui ont été obtenues des différents ministères et organismes représentent les dépenses réelles de 1983-84 à 1990-91, les sommes prévues au budget pour 1991-92 et les estimations ou prévisions pour 1992-93.

<sup>2</sup> Total spending less interest on the public debt. Source: The Government Expenditure Plan, Part 1, 1993-94 Estimates.

<sup>2</sup> Dépenses totales moins intérêts sur la dette publique. Source: Plan des dépenses du gouvernement, partie 1, 1993-94, Budget des dépenses.

\* Please note that the federal support data in this bulletin refer to cash expenditures. As such, they exclude the value of tax points vacated to the provinces and territories for postsecondary education under the 1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act. They also exclude the value of any tax assistance resulting from tax reductions, exemptions, and refunds related to education and training. Estimates of the total value of the above support are available in various reports published by the Department of Finance, the Department of Human Resources Development, and the Treasury Board of Canada.

\* Il est à noter que les données présentées dans ce bulletin se rapportent aux dépenses en espèces. Elles excluent donc la valeur des points d'impôts libérés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé. De même, elles excluent la valeur de toute forme d'aide découlant des allègements fiscaux, des exemptions et des remboursements de taxes liés à l'éducation et à la formation. Des estimés de la valeur totale de l'aide susmentionnée sont disponibles dans les divers rapports publiés par le ministère des Finances, le ministère du Développement des Ressources humaines et le Conseil du Trésor du Canada.

March 1994

Mars 1994

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1994. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1994. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- From 1983-84 to 1992-93, federal spending in support of education and training increased at an annual average rate of 5.8%, while the annual average rate of growth for total spending was 4.7%.
- After reaching a high of 7.3% in 1985-86, expenditures on education, expressed as a percentage of overall federal government spending, fell to 5.2% in 1989-90 and then climbed to 7.1% in 1992-93.
- The share of federal expenditures for education devoted to postsecondary education declined to 46.8% in 1992-93, its lowest level in ten years. The same year, however, the proportion dedicated to vocational training increased to a ten-year high of 40.2%.
- The provincial and territorial governments continued to be the main recipients<sup>3</sup> of federal spending in support of education, with a 36.3% share in 1992-93, compared with 55.9% in 1983-84. Federal government assistance to individuals in 1992-93 was substantial, bringing their share to 25.0%, compared to 13.6% in 1983-84.
- De 1983-84 à 1992-93, les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation ont augmenté à un rythme annuel moyen de 5,8% tandis que les dépenses pour l'ensemble des programmes<sup>2</sup> ont connu un rythme de croissance annuel moyen de 4,7%.
- Suite au sommet de 7,3% atteint en 1985-86, les dépenses d'éducation lorsqu'exprimées en pourcentage de l'ensemble des dépenses fédérales, ont chuté jusqu'à 5,2% en 1989-90 pour ensuite rebondir à 7,1% en 1992-93.
- La part des dépenses fédérales en éducation affectées à l'enseignement postsecondaire a rétréci atteignant son plus faible niveau en dix ans, soit 46,8% en 1992-93. Cependant pour la même année, la proportion allouée à la formation professionnelle est passée à 40,2%, un sommet inégalé depuis au moins dix ans.
- Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont demeurés les principaux bénéficiaires<sup>3</sup> de l'aide fédérale en matière d'éducation avec une part de 36,3% en 1992-93 comparativement à 55,9% en 1983-84. Les particuliers ont bénéficié de fortes sommes d'argent en 1992-93 menant leur part à 25,0%, comparativement à 13,6% en 1983-84.

### Education Spending Grow More Rapidly than Consumer Price Index

Federal spending in support of postsecondary education and training reached \$8.5 billion in 1992-93, up 6.6% from 1991-92. The Consumer Price Index and the Gross Domestic Product (GDP) both increased 1.9%<sup>4</sup> during the same period. From 1990-91 to 1992-93, increases in federal expenditures on education were much higher than during the preceding period beginning in 1983-84. Since 1990-91, spending rose 19.6%, from \$7.1 billion to \$8.5 billion, while the Consumer Price Index increased 3.5% and the GDP 2.6%. This strong rate of growth can be attributed to an increase in funding for vocational training programs. Expressed as a percentage of the GDP, federal expenditures on education for the same period rose from 1.06% to 1.23%. Per capita expenditures rose from \$267 to \$310.

### Postsecondary Education Share Down; Share for Vocational Training Up

Postsecondary education continues to account for the largest share of federal expenditures on education. However, since 1988-89 this share has continually decreased, dropping from 56.6% to a ten-year low of 46.8% in 1992-93. This decline can be explained in part by the fact that cash payments for Established Program Financing (E.P.F.) dropped from \$2.2 billion in 1988-89 to \$1.9 billion in 1992-93. Spending on

### Les dépenses en éducation augmentent plus rapidement que l'Indice des prix à la consommation

Les dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation ont atteint, en 1992-93, 8,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,6% sur 1991-92. Par rapport à l'indice des prix à la consommation et au PIB, l'accroissement signalé était de 1,9%<sup>4</sup> chacun, pour la même période. A partir de 1990-91 jusqu'en 1992-93, les dépenses fédérales en éducation enregistraient des pourcentages d'augmentations beaucoup plus élevés qu'au début des années 1983-84. Depuis 1990-91, les dépenses se sont accrues de 19,6% pour passer de 7,1 milliards de dollars à 8,5 milliards de dollars alors que l'indice des prix à la consommation augmentait de 3,5% et le PIB s'accroissait de 2,6%. Cette forte croissance s'explique par l'augmentation des sommes allouées aux programmes de formation professionnelle. Exprimées en pourcentage de Produit intérieur brut (P.I.B.), les dépenses fédérales en éducation toujours pour la même période sont passées de 1,06% à 1,23%. Par habitant, elles ont fait un bond de 267 dollars à 310 dollars.

### La part de l'enseignement postsecondaire diminue alors que celle de la formation professionnelle augmente

L'enseignement postsecondaire maintient toujours la part la plus importante des dépenses fédérales en éducation. Cependant, depuis 1988-89, sa part ne fait que rétrécir passant de 56,6% à son plus faible niveau jamais inégalé en dix ans, soit 46,8% en 1992-93. Cette chute s'explique en partie par les sommes injectées dans le Financement des programmes établis (F.P.E.) des paiements en espèces qui sont passées de 2,2 milliards de dollars à 1,9 milliards de

<sup>3</sup> The term "recipient" is understood to represent the direct receiver of the monies but not necessarily the receiver of the benefits.

<sup>4</sup> March data, in order to correspond with the fiscal year of educational institutions.

<sup>3</sup> Le terme "bénéficiaire" désigne ici l'entité qui touche directement les fonds, il ne s'agit pas nécessairement de celle qui bénéficie de l'avantage.

<sup>4</sup> Donnée du mois de mars afin de correspondre à l'année fiscale des établissements d'enseignement.

postsecondary education was down \$100 million, to \$4.0 billion in 1992-93. The percentage of spending devoted to vocational training has increased a great deal since 1983-84 when it was 24,8% (\$1,3 billion). In 1992-93 it has reached 40,2% (\$3,4 billion). Since 1989-90 it has gained 9.3 percentage points. For those same four years, federal government spending on elementary and secondary education remained more or less constant at around 13.0%.

### **Decrease in Cash Payments under the E.P.F. Program**

In 1992-93, the bulk of federal expenditures in support of education and training came from programs of the Department of Human Resources Development (\$3.2 billion), and cash payments<sup>5</sup> to the provinces and territories under the *1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* (\$1.9 billion). These two programs represented over 60% of federal expenditures in support of education and training (37.7% from the Human Resources Development Department, and 22.5% from the cash payments), despite a decrease of \$230 million in the cash payments program. Funding for research in universities increased 2.7%, representing 12.7% of federal spending in 1992-93.

In addition to cash payments, the federal government also helps fund postsecondary education through tax measures such as the transfer of personal and corporate tax points to the provinces. Federal contributions also take the form of tax relief, such as tax exemptions, reductions and refunds related to education and training. These other forms of assistance are not accounted for in this document.

### **Decrease in Amounts Allocated to the Provinces and Territories**

In 1983-84, the provinces, territories and municipalities received 68.8% of the total share of federal expenditures in support of education. In 1992-93, this share decreased by 25.4 percentage points to 43.4%, a ten-year low. As the main recipients, the provincial and territorial governments were the most strongly affected; their shares declined from 55.9% in 1983-84 to 36.3% in 1992-93. In 1992-93, payments to these levels of government dropped even in absolute terms. Cash payments to the provinces and territories under the *1977 Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* went from \$2.1 billion to \$1.9 billion, 4.4 percentage points less than the previous year.

<sup>5</sup> Component for postsecondary education only.

dollars (de 1988-89 à 1992-93). Pour la dernière année, les dépenses allouées au niveau postsecondaire ont diminué de 100 millions de dollars pour atteindre 4,0 milliards de dollars en 1992-93. Le pourcentage des dépenses allouées à la formation professionnelle s'est fortement accru depuis 1983-84 alors qu'il était de 24,8% (1,3 milliards de dollars). En 1992-93 ce pourcentage a atteint 40,2% (3,4 milliards de dollars). Il s'agit d'une augmentation de 9,3 points en pourcentage depuis 1989-90. Au cours de ces quatre dernières années, les dépenses de l'administration fédérale allouées au niveau élémentaire et secondaire ont légèrement fluctué autour de 13,0%.

### **Diminution des paiements en espèces provenant du F.P.E.**

En 1992-93, les principaux déboursés de l'administration fédérale aux fins de l'éducation et de la formation relevaient des programmes du ministère du Développement des Ressources humaines avec 3,2 milliards de dollars et des paiements en espèces<sup>5</sup> versés aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* avec 1,9 milliards de dollars. A leur deux, ces programmes ont représenté plus de 60% des dépenses du gouvernement fédéral en matière de l'éducation et de la formation (37,7% pour le ministère du Développement des Ressources humaines et 22,5% pour les paiements en espèces) et ce, malgré une diminution de 230 millions de dollars dans le programme des paiements en espèces. Les fonds pour l'aide à la recherche universitaire ont augmenté de 2,7% représentant en 1992-93, 12,7% des dépenses de l'administration publique.

Outre les versements en espèces, l'administration fédérale contribue également au financement de l'enseignement postsecondaire par l'intermédiaire de mesures fiscales comme le transfert de points d'impôt personnel et de points d'impôt des corporations aux provinces. Les contributions fédérales prennent aussi la forme d'allègement fiscaux tels que les exemptions, les réductions et les remboursements d'impôt ayant trait à l'éducation et à la formation. Le présent bulletin ne tient pas compte de ces types d'aide.

### **Diminution dans les montants alloués aux provinces et territoires**

En 1983-84, les provinces, territoires et municipalités recevaient 68,8% de la part totale des dépenses fédérales au titre de l'éducation. En 1992-93, cette part a fléchi de 25,4 points en pourcentage pour s'établir à 43,4%, soit son plus faible taux depuis les dix dernières années. Les administrations provinciales et territoriales qui sont les principaux bénéficiaires ont été les plus touchées, voyant leurs parts fléchir de 55,9% à 36,3% de 1983-84 à 1992-93. En 1992-93, les versements à ces paliers d'administration ont même chuté en termes absolus. Les paiements en espèces versés aux provinces et territoires en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux et entre le gouvernement fédéral et les provinces sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* sont passés de 2,1 milliards de dollars à 1,9 milliards de dollars, représentant 4,4 points en pourcentage de moins que l'année précédente.

<sup>5</sup> Composante pour l'éducation postsecondaire seulement.

Contributions by the federal government directly to individuals went up considerably, from \$1.4 billion in 1991-92 to \$2.1 billion in 1992-93 (an increase of 46.6%). Assistance to individuals represented 25% of all federal spending on education, up from the previous high of 18.2% in 1991-92. This increase can be explained by a substantial increase in payments for vocational training throughout the country.

Private enterprises and associations received 17.7% (\$1.5 billion) of overall funding. In 1983-84, the share of these two recipients represented 4.1%.

The share of federal funds allocated to all educational institutions continues to hover around 13.0%; in 1992-93, this figure was 13.9%. Public schools received \$1.2 billion, compared with \$8.6 million for private schools.

In the last ten years, the federal government's internal education and training spending, as a share of the total, fell from 10.7% to 5.3%, the lowest level since 1983-84, with the amounts declining by 18.9% starting 1990-91. Internal expenditures include administrative costs of all education-related programs, education of inmates in federal penitentiaries, of children of armed forces personnel, the cost of providing official languages and general training to federal employees, and the education of Indians and Inuit in federally-operated schools.

### Capital Funding Continues to Decrease

Federal capital expenditures went from \$116 million in 1983-84 to \$88 million in 1992-93, with a 25.7% decrease since 1990-91. The elementary and secondary levels accounted for the largest share of capital funding. The Department of Indian and Northern Affairs reported capital expenditures totalling more than \$100 million since 1991-92 for the maintenance and construction of schools for Indians.

Excluding cash payments to the provinces and territories under the 1977 *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal PostSecondary Education and Health Contributions Act*, federal expenditures in support of education and training increased at an annual average rate of 8.4% from 1983-84 to 1990-91<sup>6</sup>, rising from \$2.7 billion to \$4.8 billion. In 1990-91, the rate of increase of payments to Prince Edward Island was higher than for any other province or territory (22.7%), while the Yukon experienced the greatest decrease (25.5%). Together, Ontario and Quebec accounted for 53.7% (29.6% and 24.1%, respectively) of federal spending on education and training.

<sup>6</sup> This analysis covers only the years 1983-84 to 1990-91, as estimated figures for 1991-92 and 1992-93 are not available by province.

Les contributions de l'administration fédérale directement aux particuliers ont connu un essor considérable, passant de 1,4 milliards de dollars en 1991-92 à 2,1 milliards de dollars en 1992-93 (une augmentation de 46,6%). L'aide aux particuliers représentait 25% de toutes les dépenses fédérales en éducation alors que le plus fort pourcentage auparavant était de 18,2% (en 1991-92). Cette augmentation s'explique par une forte croissance des paiements au titre de la formation professionnelle partout au pays.

Les associations et les entreprises privées ont reçu 17,7% de l'ensemble des fonds, soit 1,5 milliard de dollars. En 1983-84, la part de ces deux bénéficiaires était de 4,1%.

La proportion des fonds fédéraux allouée aux établissements d'enseignement a toujours varié autour de 13,0%. En 1992-93, elle était de 13,9%. En dollars, cette aide a été dirigée vers les écoles publiques qui ont reçu 1,2 milliards de dollars comparativement à 8,6 millions de dollars pour les écoles privées.

En dix ans, la part des dépenses internes du gouvernement fédéral en matière d'éducation et de formation a chuté passant de 10,7% à 5,3%, soit sa plus faible proportion depuis 1983-84. De plus, depuis 1990-91, les montants attribués à ce récipiendaire ont diminué de 18,9%. Ces dépenses internes englobent: les frais d'administration dans tous les programmes liés à l'enseignement; l'enseignement aux détenus des pénitenciers fédéraux et aux enfants des membres des forces armées; les coûts de l'enseignement des langues officielles et de la formation générale pour les fonctionnaires fédéraux; et les coûts de l'enseignement aux Indiens et Inuit dans les écoles relevant de l'administration fédérale.

### Les dépenses d'immobilisations ont encore diminué

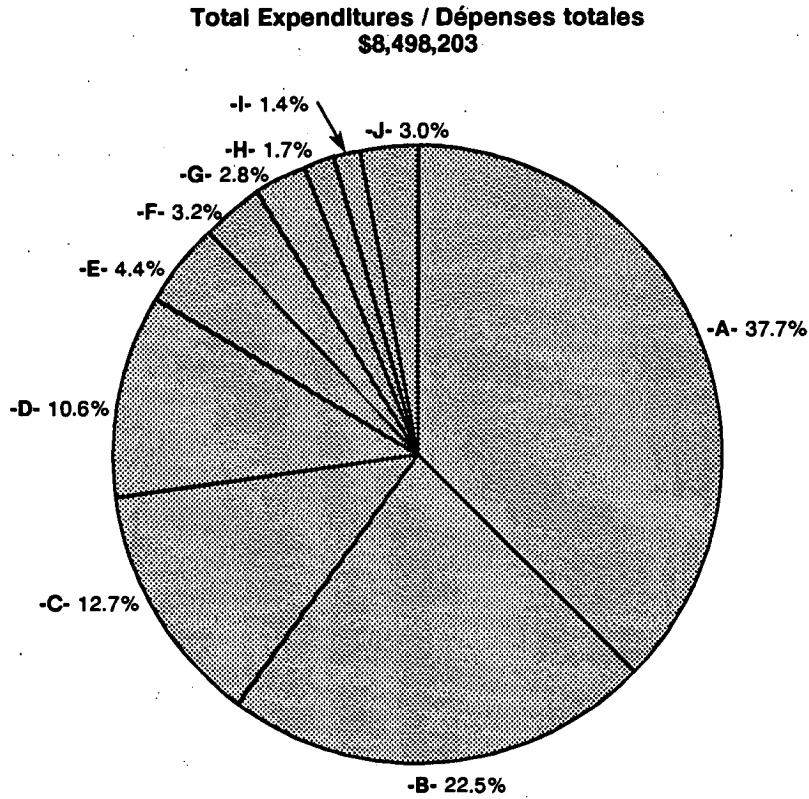
Les dépenses d'immobilisations sont passées de 116 millions de dollars en 1983-84 à 88 millions de dollars en 1992-93. Depuis 1990-91, elles ont diminué de 25,7%. En général le niveau élémentaire-secondaire a engagé les dépenses d'immobilisations les plus élevées. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord a rapporté des dépenses d'immobilisations totalisant plus de 100 millions de dollars depuis 1991-92 relativement à l'entretien et à la construction d'écoles pour les Indiens.

En excluant les paiements en espèces versés aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé*, l'aide fédérale au titre de l'éducation et de la formation a enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 8,4% de 1983-84 à 1990-91<sup>6</sup> passant de 2,7 milliards de dollars à 4,8 milliards de dollars. En 1990-91, l'Île-du-Prince-Édouard a inscrit le plus fort pourcentage d'augmentation de toutes les provinces et territoires avec 22,7% tandis que le Yukon enregistrait la plus forte chute de 25,5%. L'Ontario et le Québec, à eux seuls, se sont partagés 53,7% (soit 29,6% et 24,1% respectivement) des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation.

<sup>6</sup> Cette analyse ne porte que sur les années 1983-84 à 1990-91, puisque les estimations de 1991-92 et de 1992-93 ne sont pas encore disponibles pour chaque province.

**Percentage Distribution of Federal Government Expenditures In Support of Education and Training by Major Programs, Canada and Foreign, 1992-93**

**Répartition en pourcentage des dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon les principaux programmes, Canada et étranger, 1992-93**



- A- Employment and Immigration Program  
Programme d'emploi et d'immigration
- B- Established Program Financing: cash payments<sup>1</sup>  
Financement des programmes établis: paiements en espèces<sup>1</sup>
- C- Education of Indians and Inuit  
Education des Indiens et Inuit
- D- Direct Support for University Research<sup>2</sup>  
Aide financière à la recherche universitaire<sup>2</sup>
- E- Canada Student Loans Program  
Programme canadien de prêts aux étudiants

- F- Official Languages in Education Program  
Programme des langues officielles dans l'enseignement
- G- General and Official Languages Training to Federal Employees  
Formation générale et enseignement des langues officielles aux fonctionnaires fédéraux
- H- Grants in Lieu of School Taxes  
Subventions tenant lieu de taxes scolaires
- I- Canadian Military Colleges  
Collège militaire canadien
- J- Other Programs  
Autres programmes

<sup>1</sup> Cash payments in respect of postsecondary education under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, 1977.

<sup>2</sup> Includes amounts directed to individuals for education support.

<sup>1</sup> Paiements en espèces pour l'enseignement postsecondaire en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé.

<sup>2</sup> Comprend des montants aux particuliers pour l'aide à l'éducation.

Table 1

**Federal Government Expenditures in Support of Education and Training, by Level of Education and Related to Selected Socio-economic Indicators, Canada and Foreign, 1983-84 to 1992-93**

Tableau 1

**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation selon le niveau d'enseignement et par rapport à certains indices socio-économiques, Canada et étranger, 1983-84 à 1992-93**

Level of education – Niveau d'enseignement		1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92 <sup>P</sup>	1992-93 <sup>e</sup>
Elementary and secondary – Élémentaire et secondaire	\$'000	761,135	841,901	855,751	917,349	938,466	833,981	900,123	952,432	1,045,598	1,103,480
	%	14.9	15.1	13.7	14.2	14.2	12.5	13.1	13.4	13.1	13.0
Postsecondary – Postsecondaire	\$'000	3,082,964	3,376,086	3,506,564	3,542,937	3,677,448	3,777,157	3,835,691	3,760,155	4,077,042	3,976,381
	%	60.3	60.4	56.0	54.7	55.5	56.8	56.0	52.9	51.2	46.8
Vocational – Formation professionnelle	\$'000	1,264,598	1,369,011	1,892,793	2,017,169	2,004,980	2,060,828	2,114,099	2,394,746	2,846,477	3,418,362
	%	24.8	24.5	30.3	31.1	30.3	30.9	30.9	33.7	35.7	40.2
Total expenditures – Dépenses totales	\$'000	5,108,697	5,586,998	6,255,108	6,477,455	6,620,892	6,671,766	6,849,813	7,107,335	7,969,117	8,498,203
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Per capita of population <sup>1</sup> – Par habitant <sup>1</sup>	\$	206	224	249	253	258	258	261	267	295	310
As a % of GDP <sup>2</sup> – En % du PIB <sup>2</sup>	%	1.26	1.26	1.31	1.17	1.20	1.10	1.05	1.06	1.18	1.23

<sup>1</sup> The population is as of June 1<sup>st</sup>. – La population est celle du 1<sup>er</sup> juin.

<sup>2</sup> GDP is on a calendar year basis. – Le PIB est sur la base de l'année civile.

<sup>P</sup> Preliminary figures. – Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimated figures. – Chiffres estimés.

**Tableau 2**  
**Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le genre de bénéficiaire, Canada et étranger, 1983-84 à 1992-93**

Type of recipient - Genre de bénéficiaire	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92P	1992-93 <sup>e</sup>										
	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%	\$'000	%										
<b>Governments - Gouvernements</b>																				
Federal (internal) - Fédéral (interne)	546,478	10.7	562,787	10.1	556,537	8.9	569,284	8.8	477,705	7.2	388,612	5.8	551,879	7.8	448,669	5.6	447,380	5.3		
Provincial - Territorial	2,653,918	55.9	3,129,178	56.0	3,155,368	50.4	3,065,468	47.3	3,082,799	46.8	3,227,649	48.4	3,119,019	45.5	2,802,546	39.4	3,360,953	42.2	3,082,680	36.3
Municipal	115,534	2.3	136,169	2.4	119,883	1.9	123,818	1.9	136,562	2.1	112,483	1.7	118,701	1.7	131,857	1.9	186,981	2.1	156,013	1.8
Foreign - Étranger	-	-	56	-	85	-	124	-	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sub-total - Sous-total	3,515,930	68.8	3,828,190	68.5	3,831,673	61.3	3,758,494	58.0	3,697,164	55.8	3,728,744	55.9	3,786,107	55.3	3,486,282	49.1	3,976,603	49.9	3,666,073	43.4
<b>Educational institutions - Établissements d'enseignement</b>																				
Public - Publics	681,522	13.3	744,667	13.3	772,160	12.3	802,587	12.4	843,766	12.7	766,649	11.5	828,505	12.1	1,005,956	14.2	1,147,550	14.4	1,174,924	13.8
Private - Privés	5,232	0.1	16,336	0.3	12,411	0.2	8,641	0.1	6,863	0.1	5,625	0.1	5,899	0.1	9,377	0.1	10,213	0.1	8,602	0.1
Sub-total - Sous-total	686,754	13.4	761,003	13.6	784,571	12.5	811,228	12.5	850,649	12.8	772,274	11.6	834,404	12.2	1,015,333	14.3	1,157,763	14.5	1,183,526	13.9
<b>Others - Autres</b>																				
Private enterprises - Entreprises-privées	127,005	2.5	152,464	2.7	656,797	10.5	799,834	12.3	780,348	11.8	775,366	11.6	788,099	11.5	887,150	12.5	910,780	11.4	1,000,849	11.8
Individuals - Particuliers	694,656	13.6	743,598	13.3	826,039	13.2	906,416	14.0	869,425	14.6	993,378	14.9	1,009,923	14.7	1,265,106	17.8	1,448,452	18.2	2,123,603	25.0
Associations	84,352	1.7	101,545	1.8	156,028	2.5	201,483	3.1	323,306	4.8	401,984	6.0	431,380	6.3	453,464	6.4	475,519	6.0	504,152	5.9
Sub-total - Sous-total	906,013	17.7	997,605	17.9	1,638,864	26.2	1,907,733	29.5	2,073,079	31.3	2,170,748	32.5	2,229,402	32.5	2,605,720	36.7	2,834,751	35.6	3,628,604	42.7
<b>Total expenditures - Dépenses-totales</b>	<b>5,108,697</b>	<b>100.0</b>	<b>5,586,998</b>	<b>100.0</b>	<b>6,255,108</b>	<b>100.0</b>	<b>6,477,455</b>	<b>100.0</b>	<b>6,820,892</b>	<b>100.0</b>	<b>6,671,766</b>	<b>100.0</b>	<b>6,849,913</b>	<b>100.0</b>	<b>7,107,335</b>	<b>100.0</b>	<b>7,969,117</b>	<b>100.0</b>	<b>8,496,203</b>	<b>100.0</b>

Amounts too small to be expressed.  
 Nombres infimes.  
 Nil or zero.  
 Néant ou zéro.  
 Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.  
 Estimated figures. - Chiffres estimés.  
 Note: Because of rounding, figures may not add to total.  
 Nota: DO aux arrondissements, l'addition peut ne pas égaier le total.

Table 3

Federal Government Expenditures In Support of Education and Training, by Level of Education and by Type of Expenditure, Canada and Foreign, 1983-84 to 1992-93

Tableau 3

Dépenses du gouvernement fédéral au titre de l'éducation et de la formation, selon le niveau d'enseignement et selon le genre de dépenses, Canada et étranger, 1983-84 à 1992-93

Level of education – Niveau d'enseignement	Elementary and secondary Élémentaire et secondaire	Postsecondary Postsecondaire	Vocational Formation professionnelle	Total expenditures Dépenses totales
thousands of dollars – milliers de dollars				
1983-84				
Operating – Fonctionnement	693,410	3,080,459	1,218,944	4,992,813
Capital – Immobilisations	67,725	2,505	45,654	115,884
<b>Total</b>	<b>761,135</b>	<b>3,082,964</b>	<b>1,264,598</b>	<b>5,108,697</b>
1984-85				
Operating – Fonctionnement	762,927	3,362,766	1,262,626	5,366,519
Capital – Immobilisations	78,974	13,320	106,185	198,479
<b>Total</b>	<b>841,901</b>	<b>3,376,086</b>	<b>1,369,011</b>	<b>5,566,998</b>
1985-86				
Operating – Fonctionnement	767,992	3,468,383	1,836,928	6,073,303
Capital – Immobilisations	87,759	38,181	55,865	181,805
<b>Total</b>	<b>855,751</b>	<b>3,506,564</b>	<b>1,892,793</b>	<b>6,255,108</b>
1986-87				
Operating – Fonctionnement	837,698	3,512,995	1,994,123	6,344,816
Capital – Immobilisations	79,651	29,842	23,046	132,639
<b>Total</b>	<b>917,349</b>	<b>3,542,937</b>	<b>2,017,169</b>	<b>6,477,455</b>
1987-88				
Operating – Fonctionnement	869,923	3,662,897	1,990,232	6,523,052
Capital – Immobilisations	68,543	14,549	14,748	97,840
<b>Total</b>	<b>938,466</b>	<b>3,677,446</b>	<b>2,004,980</b>	<b>6,620,892</b>
1988-89				
Operating – Fonctionnement	817,192	3,768,169	2,051,884	6,637,245
Capital – Immobilisations	16,789	8,988	8,744	34,521
<b>Total</b>	<b>833,981</b>	<b>3,777,157</b>	<b>2,060,628</b>	<b>6,671,766</b>
1989-90				
Operating – Fonctionnement	868,134	3,829,953	2,112,550	6,810,637
Capital – Immobilisations	31,989	5,738	1,549	39,276
<b>Total</b>	<b>900,123</b>	<b>3,835,691</b>	<b>2,114,099</b>	<b>6,849,913</b>
1990-91				
Operating – Fonctionnement	891,214	3,705,342	2,392,587	6,989,143
Capital – Immobilisations	61,218	54,813	2,161	118,192
<b>Total</b>	<b>952,432</b>	<b>3,760,155</b>	<b>2,394,748</b>	<b>7,107,335</b>
1991-92 <sup>P</sup>				
Operating – Fonctionnement	986,860	4,036,750	2,845,488	7,869,098
Capital – Immobilisations	58,738	40,292	989	100,019
<b>Total</b>	<b>1,045,598</b>	<b>4,077,042</b>	<b>2,846,477</b>	<b>7,969,117</b>
1992-93 <sup>e</sup>				
Operating – Fonctionnement	1,045,078	3,948,478	3,416,856	8,410,412
Capital – Immobilisations	58,382	27,903	1,506	87,791
<b>Total</b>	<b>1,103,460</b>	<b>3,976,381</b>	<b>3,418,362</b>	<b>8,498,203</b>

<sup>P</sup> Preliminary figures. – Chiffres préliminaires.

<sup>e</sup> Estimates figures. – Chiffres estimés.



Table 4

Federal Government Expenditures\* in Support of Education and Training, by Province and Territory, and Percent, 1983-84 to 1990-91

Tableau 4

Dépenses du gouvernement fédéral\* au titre de l'éducation et de la formation, selon la province et le territoire, et pourcentage, 1983-84 à 1990-91

	Nfld	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.				Alta	B.C.		N.W.T.	Total province and territoire
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Total province et territoires
1983-84	54,051 2.0	15,978 0.6	108,634 4.0	94,752 3.4	626,536 22.9	892,249 32.5	178,440 6.5	172,591 6.3	253,084 9.2	330,829 12.0	6,715 0.2	11,668 0.4	2,747,507 100.0
1984-85	72,971 2.4	18,714 0.6	127,288 4.2	99,006 3.3	679,538 22.8	937,518 31.1	219,156 7.3	196,435 6.5	293,045 9.7	347,588 11.5	8,448 0.3	11,723 0.4	3,011,408 100.0
1985-86	112,460 3.0	36,321 1.0	176,142 4.8	135,212 3.7	880,463 23.8	1,099,626 29.6	250,804 6.8	208,445 5.6	349,573 9.5	426,369 11.5	7,933 0.2	11,749 0.3	3,695,117 100.0
1986-87	118,117 3.0	36,619 0.9	188,211 4.2	139,314 3.5	913,984 23.0	1,194,961 30.1	273,240 6.9	246,837 6.2	389,185 9.8	484,044 12.2	6,070 0.2	3,132 0.1	3,971,714 100.0
1987-88	117,400 2.9	31,547 0.8	163,609 4.0	133,445 3.3	980,737 24.1	1,232,243 30.2	268,510 6.6	259,855 6.4	394,496 9.7	486,695 11.9	5,649 0.1	3,117 0.1	4,077,103 100.0
1988-89	130,787 3.2	24,324 0.8	188,569 4.6	235,182 5.7	944,142 22.8	1,248,086 30.2	205,512 5.0	232,817 5.8	403,703 9.8	514,705 12.4	4,201 0.1	2,571 0.1	4,134,579 100.0
1989-90	141,888 3.3	24,237 0.6	188,413 4.0	165,387 3.9	1,022,667 24.0	1,276,718 30.0	252,638 5.9	238,899 5.8	423,134 9.9	538,645 12.6	6,233 0.1	3,950 0.1	4,262,809 100.0
1990-91 <sup>P</sup>	166,052 3.4	29,731 0.6	203,757 4.2	197,887 4.1	1,162,894 24.1	1,427,397 29.6	277,886 5.8	270,994 5.6	445,992 9.2	630,730 13.1	4,641 0.1	3,772 0.1	4,821,733 100.0

<sup>P</sup> Preliminary figures. - Chiffres préliminaires.

\* Cash payments to the provinces and territories under the Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act 1977, are excluded in this table.

\* Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé sont exclus de ce tableau.

## Explanatory Notes

1. The data published in this Bulletin were collected on the basis of surveys carried out in February 1984, September 1985, April 1986, January 1987, March 1988 and April 1989, 1990, 1991 and 1992. The population targeted by these surveys includes the federal departments and agencies listed in Schedules A and B of the Financial Administration Act (FAA), and those mentioned in section 1, Parts 1 and 2 of the Public Service Staff Relations Act (PSSRA).
2. The terms "education and training" mean regular education, training, and research in educational institutions, federal business training programs, and general and official languages training of federal employees.
3. Statistics Canada publications 81-208, 81-220 and 81-229 contain information on consolidated education expenditures by source of funds. Cash payments to the provinces and territories under the 1977 *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act* are included under the expenditures of the provincial and territorial governments and not those of the federal government. This is also true of transfers for the Official Languages in Education Program. Statistics Canada has no data on the percentage of these funds that is effectively spent on education.

## Notes explicatives

1. Les données de ce bulletin ont été recueillies au moyen d'enquêtes menées en février 1984, septembre 1985, avril 1986, janvier 1987, mars 1988 et avril 1989, 1990, 1991 et 1992. La population visée par ces enquêtes comprend les ministères et organismes fédéraux énumérés aux annexes A et B de la Loi sur l'administration financière (LAF) et ceux mentionnés à l'article 1, Parties 1 et 2 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction Publique (LRTPF).
2. L'expression "éducation et formation" signifie l'enseignement régulier, la formation et la recherche dans les établissements d'enseignement, les programmes fédéraux de formation en entreprise ainsi que la formation générale et l'enseignement des langues officielles aux fonctionnaires généraux.
3. Dans les publications 81-208, 81-220 et 81-229, Statistique Canada présente les dépenses consolidées au titre de l'enseignement, par source de fonds. Les paiements en espèces transférés aux provinces et aux territoires pour l'enseignement en vertu de la *Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé* sont inclus dans les dépenses des gouvernements provinciaux et territoriaux et non dans les dépenses fédérales, de même que les versements pour le Programme des langues officielles dans l'enseignement. Statistique Canada n'a aucune donnée sur le pourcentage de ces fonds effectivement dépensés pour l'enseignement.

### Note:

*This is the final edition of Education Statistics Bulletin (Catalogue 81-002). A new quarterly publication, Education Quarterly Review (Catalogue 81-003), is currently being developed by the Education Sub-Division. The first edition of the quarterly report is scheduled for the Spring of 1994, and will offer, through a series of articles, analyses of various surveys conducted on education. In addition, our annual statistical compendium, Education in Canada (Catalogue 81-229), provides a comprehensive overview of the key variables in Canadian education. For more information, please contact Jim Seidle, 1(613)951-1500, or fax 1(613)951-9040.*

### Nota:

*Cette publication est la dernière de la série du Bulletin des statistiques de l'éducation (n° 81-002 au catalogue). Une nouvelle publication trimestrielle intitulée Revue trimestrielle de l'éducation (n° 81-003 au catalogue) est présentement à l'étape de la conception par la sous-division de l'éducation. La première édition de la publication trimestrielle est prévue pour le printemps 1994 et présentera, sous forme d'une série d'articles, une analyse des résultats de plusieurs enquêtes dans le domaine de l'éducation. En plus, notre compendium statistique annuelle intitulé L'éducation au Canada (n° 81-229 au catalogue) vise à dresser un tableau complet des variables essentielles du secteur de l'enseignement au Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Jim Seidle au 1(613)951-1500 ou par télécopieur au 1(613)951-9040.*

**How to obtain more information**

Inquiries about this publication and related statistics or services should be directed to Elementary-Secondary Education Section, Education, Culture and Tourism Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, telephone (613) 951-1498, fax (613) 951-9040.

This publication was prepared under the direction of:

- K.K. Campbell, Director, Education, Culture and Tourism Division
- K. Bennett, Assistant Director, Education Subdivision
- F. Gendron, Chief, Elementary-Secondary Education Section
- A. Drolet, Analyst, Elementary-Secondary Education Section

**Note of Appreciation**

*Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.*

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984.

**Pour en savoir plus**

Les demandes de renseignements concernant la présente publication et les statistiques ou services connexes doivent être adressées à la Section de l'enseignement primaire et secondaire, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, téléphone (613) 951-1498, télécopieur (613) 951-9040.

La publication a été préparée sous la direction de:

- K.K. Campbell, directrice, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme
- K. Bennett, directeur adjoint, Sous-division de l'éducation
- F. Gendron, chef, Section de l'enseignement primaire et secondaire
- A. Drolet, analyste, Section de l'enseignement primaire et secondaire

**Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



STATISTICS CANADA LIBRARY  
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA



**1010161263**